

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société AMAZON FR LOGISTIQUE
pour sa plate-forme logistique de SARAN**

**La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment sa section III ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013 autorisant la société SARAN LOGISTIQUE à installer des mezzanines dans 4 cellules d'entrepôt implantées dans l'établissement et abrogeant et remplaçant les arrêtés préfectoraux délivrés antérieurement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 mars 2017 autorisant la société AMAZON FR LOGISTIQUE à poursuivre l'exploitation de la plate-forme logistique de SARAN après mise en place de nouvelles mezzanines ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} octobre 2018 renforçant les mesures de contrôle du système de détection incendie implantée dans les mezzanines de la plate-forme logistique de la société AMAZON FR LOGISTIQUE de SARAN ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 15 octobre 2024 faisant suite à l'inspection de l'établissement précité, réalisée le 2 octobre 2024 ;

VU le courrier du 15 octobre 2024 de l'inspection des installations classées informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure ;

VU la notification à l'exploitant du projet d'arrêté ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier du 28 octobre 2024 ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 2 octobre 2024 l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- Les équipements de protection contre la foudre mis en place ne sont pas conformes aux conclusions de l'étude technique foudre ;
- Le plan de défense incendie ne définit pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, en cas d'accident ;
- Le personnel est insuffisamment formé sur la conduite à tenir en cas d'incident ou accident ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 20 de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2017 susvisés ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AMAZON FR LOGISTIQUE de respecter les dispositions des arrêtés précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société AMAZON FR LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 67 boulevard du Général Leclerc – 92110 Clichy, exploitant un entrepôt de marchandises combustibles sis sur le territoire de la commune de SARAN, ZAC « Pole 45 », 1401 rue du Champ Rouge, est mise en demeure :

a) Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

1) de respecter les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en complétant le plan de défense incendie avec les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées dans ce délai le plan de défense incendie dans lequel sont précisés les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis, les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux et les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. Si l'intervention est confiée à un prestataire externe, il fournit également dans ce délai les contrats d'engagement qui justifient de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.

2) de respecter les dispositions de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2017 susvisé, en formant les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées dans ce délai le support de formation et les justificatifs permettant de démontrer la bonne tenue des formations et la participation de l'ensemble des opérateurs et intervenants concernés.

b) Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article 20 de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en mettant en conformité les équipements de protection contre la foudre avec les conclusions de l'étude technique foudre.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées dans ce délai le dossier des ouvrages exécutés justifiant de la mise en conformité de l'ensemble des équipements de l'établissement.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues, selon le cas, à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Publicité

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 24 DEC. 2024

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général,



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne cours qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.